

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 1972

[S — C — 99/31155]

25 MARS 1999. — **Ordonnance relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance comporte les dispositions de surveillance et de contrainte nécessaires à l'application des lois et ordonnances suivantes ainsi que de leurs arrêtés d'exécution :

- 1° la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier;
- 2° la loi du 28 février 1882 sur la chasse;
- 3° la loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers;
- 4° l'ordonnance relative à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de l'air ambiant;
- 5° la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;
- 6° la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- 7° la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à l'exception de l'article 5 alinéa 1^{er};
- 8° l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
- 9° l'ordonnance du 29 août 1991 relative à la conservation de la faune sauvage et à la chasse;
- 10° l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature;
- 11° l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;
- 12° l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain.

Art. 3. Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

- 1° infraction : tout délit et toute contravention définie par ou en vertu d'une loi ou ordonnance visée à l'article 2;
- 2° Institut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;
- 3° ARP : l'Agence régionale pour la propriété;
- 4° Ministère : le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 5° Collège d'environnement : le Collège visé à l'article 79 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;
- 6° installation : toute installation au sens de l'article 3, 1° de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *De la recherche et de la constatation des infractions*

Section I. — Agents chargés de la surveillance

Art. 4. Le Gouvernement désigne, sur proposition respectivement des fonctionnaires dirigeants de l'Institut, de l'ARP et de l'administration compétente du Ministère, les agents de l'Institut chargés de contrôler le respect des lois et ordonnances visées à l'article 2, les agents de l'ARP chargés de contrôler le respect de l'article 8 de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et les agents du Ministère chargés de contrôler le respect de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines.

Le Gouvernement peut en outre désigner, parmi les fonctionnaires de l'Institut, de l'ARP et du Ministère, ceux ayant la qualité d'officiers de police judiciaire.

Les compétences de police judiciaire ne peuvent être exercées que par des agents ayant prêté serment conformément aux lois, statuts et règlements en vigueur.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 1972

[S — C — 99/31155]

25 MAART 1999. — **Ordonnantie betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestrafting van misdrijven inzake leefmilieu (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, bekragtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie omvat de toezichts- en dwangbepalingen die nodig zijn voor de toepassing van de volgende wetten en ordonnanties en van hun uitvoeringsbesluiten :

- 1° de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek;
- 2° de jachtwet van 28 februari 1882;
- 3° de wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren behorende bossen en wouden;
- 4° de ordonnantie betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit;
- 5° de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren;
- 6° de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging;
- 7° de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, met uitzondering van artikel 5, eerste lid;
- 8° de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;
- 9° de ordonnantie van 29 augustus 1991 betreffende de bescherming van de wilde fauna en betreffende de jacht;
- 10° de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur.
- 11° de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
- 12° de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving.

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

- 1° misdrijf : ieder wanbedrijf en iedere overtreding zoals bepaald in of krachtens een wet of ordonnantie bedoeld in artikel 2;
- 2° Instituut : het Brussels Instituut voor Milieubeheer;
- 3° GAN : het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;
- 4° Ministerie : het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- 5° Milieucollege : het Milieucollege bedoeld in artikel 79 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
- 6° inrichting : iedere inrichting zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

HOOFDSTUK II. — *Opsporing en vaststelling van de misdrijven*

Afdeling I. — De ambtenaren belast met het toezicht

Art. 4. Op voorstel van de leidende ambtenaren van respectievelijk het Instituut, het GAN en het bevoegde bestuur van het Ministerie wijst de Regering de ambtenaren van het Instituut aan die belast worden met het toezicht op de naleving van de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2, de ambtenaren van het GAN belast met het toezicht op de naleving van artikel 8 van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, en de ambtenaren van het Ministerie belast met het toezicht op de naleving van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren.

Bovendien kan de Regering onder de ambtenaren van het Instituut, het GAN of het Ministerie de ambtenaren aanwijzen die als officier van gerechtelijke politie kunnen optreden.

Enkel de personeelsleden die beëdigd zijn overeenkomstig de van kracht zijnde wetten, statuten en verordeningen mogen de bevoegdheden van de gerechtelijke politie uitoefenen.

Le Collège des bourgmestre et échevins désigne les agents communaux chargés de contrôler le respect des lois et ordonnances visées à l'article 2 et de constater les infractions.

Art. 5. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le contrôle du respect des lois et ordonnances visées à l'article 2 et la constatation des infractions sont assurés concurremment par les agents de l'Institut et par les agents communaux ainsi que par les agents de l'ARP en ce qui concerne le respect de l'article 8 de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et par les agents du Ministère en ce qui concerne le respect de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines.

Art. 6. Les agents chargés de la surveillance peuvent dans l'exercice de leur mission demander que les services de police leur prêtent main forte, notamment si l'exécution de leur mission s'avère impossible sans qu'ils puissent accéder aux locaux ou terrains fermés ou non accessibles.

Art. 7. Les agents chargés de la surveillance peuvent, dans l'exécution de leur mission, se faire accompagner d'experts.

Section 2. — Les mesures de contrainte

Art. 8. Les agents chargés de la surveillance peuvent à tout moment adresser un avertissement à l'auteur présumé de l'infraction, ou au propriétaire du bien où a été commis ou d'où provient le fait constitutif de l'infraction pour éviter et réduire des dangers ou nuisances pour l'environnement et la santé humaine ou y remédier, et fixer un délai pour qu'il se mette en règle.

Lorsqu'il est donné verbalement, l'avertissement doit être confirmé par lettre recommandée à la poste dans les dix jours par :

1° le bourgmestre lorsque l'avertissement a été donné par des agents communaux;

2° le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère ou, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement de celui-ci, le fonctionnaire dirigeant adjoint de ces institutions lorsque l'avertissement a été donné respectivement par des agents de l'Institut, de l'ARP ou du Ministère.

Art. 9. § 1^{er}. Les agents chargés de la surveillance peuvent à tout moment prendre ou ordonner même verbalement toute mesure nécessaire pour éviter, réduire ou remédier à des dangers ou nuisances pour l'environnement et la santé humaine.

S'il n'a pas été obtempéré à ces mesures, les agents chargés de la surveillance peuvent exécuter ou faire exécuter d'office la mesure ordonnée, et ce à charge de la personne défaillante.

Lorsqu'elles sont données verbalement, les mesures ordonnées doivent être confirmées par lettre recommandée à la poste dans les dix jours par :

1° le bourgmestre lorsque l'ordre a été donnée par des agents communaux;

2° le fonctionnaire dirigeant de l'institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère ou, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement de celui-ci, le fonctionnaire dirigeant adjoint lorsque l'ordre a été donné par des agents respectivement de l'Institut, de l'ARP ou du Ministère.

§ 2. En cas d'infraction et lorsque la menace est telle que tout retard dans l'adoption des mesures adéquates risque de provoquer un dommage irréparable ou lorsqu'il est constaté que l'exploitant est en état d'infraction persistant, les agents chargés de la surveillance peuvent en outre ordonner verbalement :

1° la cessation partielle ou totale de l'activité;

2° la fermeture d'une ou de plusieurs installations.

Ces mesures cessent leurs effets si, dans les dix jours ouvrables de leur prescription, elles n'ont pas été confirmées par lettre recommandée à la poste par :

1° le bourgmestre lorsqu'elles ont été prises par des agents communaux;

2° le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère ou, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement de celui-ci, le fonctionnaire dirigeant adjoint lorsque l'ordre a été donné par des agents respectivement de l'institut, de l'ARP ou du Ministère.

Het College van burgemeester en schepenen wijst de leden van het gemeentepersoneel aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van de wetten en de ordonnanties bedoeld in artikel 2 en met de vaststelling van de misdrijven.

Art. 5. Onvermindert de taken van de officieren van de gerechtelijke politie, zien zowel de personeelsleden van het Instituut als die van de gemeenten toe op de naleving van de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2 en stellen zij de misdrijven vast. Daarbij zien ook de personeelsleden van het GAN toe op de naleving van artikel 8 van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van de afvalstoffen en zien ook de personeelsleden van het Ministerie toe op de naleving van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren.

Art. 6. Bij de uitoefening van hun opdracht kunnen de met het toezicht belaste personeelsleden de politiediensten om assistentie vragen, met name wanneer blijkt dat ze hun opdracht niet kunnen vervullen zonder gesloten of niet-toegankelijke ruimten of terreinen te betreden.

Art. 7. Om hun opdracht uit te voeren, kunnen de met toezicht belaste personeelsleden zich door deskundigen laten bijstaan.

Afdeling 2. — Dwangmaatregelen

Art. 8. De met het toezicht belaste personeelsleden kunnen te allen tijde een waarschuwing richten tot de vermoedelijke dader van het misdrijf, of tot de eigenaar van het goed waar het feit dat het hoofdbestanddeel van het misdrijf vormt gepleegd werd of waar het zijn oorsprong vond, om elke vorm van gevaar of hinder voor het leefmilieu of de gezondheid van de bevolking te voorkomen, te verminderen of te verhelpen. Ze kunnen ook de termijn vastleggen waarbinnen de voorschriften moeten worden nagekomen.

Wanneer ze een mondelinge waarschuwing hebben gegeven, dan dient die binnen tien dagen bij een ter post aangetekende brief te worden bevestigd door :

1° de burgemeester wanneer de waarschuwing door leden van het gemeentepersoneel werd gegeven;

2° de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of ingeval van diens afwezigheid, verlof of verhinderung, de adjunct-leidend ambtenaar van deze instellingen, wanneer de waarschuwing door personeelsleden van respectievelijk het Instituut, het GAN of het Ministerie werd gegeven.

Art. 9. § 1. De met het toezicht belaste personeelsleden kunnen te allen tijde maatregelen treffen of zelfs mondeling opleggen, die nodig zijn om elke vorm van gevaar of hinder voor het leefmilieu of voor de volksgezondheid te voorkomen, te verminderen of te verhelpen.

Indien aan die maatregelen geen gevolg wordt gegeven, kunnen de met het toezicht belaste personeelsleden de voorgeschreven maatregel ambtshalve op kosten van de in gebreke blijvende persoon uitvoeren of laten uitvoeren.

Indien maatregelen mondeling zijn opgelegd, moeten ze binnen tien dagen bij een ter post aangetekende brief worden bevestigd door :

1° de burgemeester wanneer leden van het gemeentepersoneel de maatregelen hebben opgelegd;

2° de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of ingeval van diens afwezigheid, verlof of verhinderung, de adjunct-leidend ambtenaar wanneer personeelsleden van respectievelijk het Instituut, het GAN of het Ministerie de maatregelen hebben opgelegd.

§ 2. Indien de toestand zo zorgwekkend is dat het uitstellen van maatregelen tot onherstelbare schade kan leiden of wanneer wordt vastgesteld dat de uitbater in bestendige staat van misdrijf verkeert, kunnen de met het toezicht belaste personeelsleden bij een misdrijf mondeling bevelen tot :

1° de gedeeltelijke of volledige stopzetting van de activiteit;

2° de sluiting van een of meer inrichtingen.

Die maatregelen vervallen indien ze binnen tien werkdagen nadat ze opgelegd werden, niet bij een ter post aangetekende brief bevestigd zijn door :

1° de burgemeester wanneer leden van het gemeentepersoneel de maatregelen hebben opgelegd;

2° de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of ingeval van diens afwezigheid, verlof of verhinderung, de adjunct-leidend ambtenaar wanneer personeelsleden van respectievelijk het Instituut, het GAN of het Ministerie de maatregelen hebben opgelegd.

Art. 10. Un recours est ouvert auprès du Collège d'environnement à toute personne justifiant d'un intérêt contre la décision ordonnant la cessation partielle ou totale d'une activité ou la fermeture d'une ou de plusieurs installations.

A peine de péréemption, le recours doit être introduit par requête auprès du Collège d'environnement dans les dix jours de la notification de la confirmation visée à l'article 9. Le Collège d'environnement entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, de même que l'agent ayant pris la mesure.

Le Collège d'environnement notifie sa décision dans les quinze jours de la date d'envoi de la requête. Ce délai est augmenté de dix jours lorsque les parties demandent à être entendues.

En l'absence de décision dans le délai prescrit à l'alinéa précédent, la décision ayant fait l'objet d'un recours est censée confirmée.

Art. 11. Les agents constatent les infractions par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est communiquée dans les dix jours de la constatation de l'infraction à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien où a été commis ou d'où provient le fait constitutif de l'infraction.

Section 3. — Les moyens d'investigation

Sous-section 1. — Généralités

Art. 12. Dans l'exercice de leurs missions, les agents chargés de la surveillance peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

En cas de pollution grave susceptible de nuire à la santé humaine, ces agents peuvent entrer dans des locaux destinés à l'habitation selon les formalités prescrites par la loi.

Art. 13. Les agents chargés de la surveillance peuvent, dans l'accomplissement de leur mission, procéder à tous examens, contrôles et enquêtes, recueillir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires et notamment :

1° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de cette surveillance;

2° rechercher, consulter ou se faire produire sans déplacement tout document, pièce au titre utile à l'accomplissement de leur mission;

3° prendre copie des documents demandés, ou les emporter contre récépissé.

Art. 14. Les agents chargés de la surveillance peuvent réaliser des mesures de pollution et procéder gratuitement au prélèvement d'échantillons de substances ou les faire exécuter par des laboratoires agréés dans les conditions et la procédure fixées par le Gouvernement.

Ils peuvent requérir des personnes à charge desquelles les résultats des mesures pourront être retenus les moyens techniques nécessaires pour effectuer les mesures ou prélever des échantillons.

Art. 15. Les mesures de la pollution atmosphérique et des sources sonores et les prélèvements d'échantillons dans les eaux de surface, les égouts publics, les eaux souterraines, le sol, l'air, les déchets, ou d'éléments de la faune ou de la flore, s'effectuent en présence de la personne à charge de laquelle les résultats des mesures ou des analyses pourront être retenus.

Lorsque cette personne n'est pas identifiable, est inconnue ou absente, les mesures s'effectuent en présence soit de la personne dont l'activité justifie le contrôle, soit de son employé ou du détenteur des substances ou des objets soumis au prélèvement.

Si les personnes visées ci-dessus refusent de collaborer, si aucune d'entre elles n'est présente ou si un retard dans la prise de mesure ou d'échantillon risque de porter préjudice à l'administration de la preuve, les mesures et prélèvements s'effectuent en présence d'un témoin convoqué par l'agent effectuant le contrôle.

Art. 16. Les mesures de la pollution atmosphérique ou des sources sonores tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments ainsi que le prélèvement d'échantillons dans les eaux de surface, les égouts publics, les eaux souterraines, le sol, l'air, les déchets, ou le prélèvement d'éléments de la faune ou de la flore doivent se faire de telle manière qu'ils répondent aux conditions de représentativité, de qualité et de quantité nécessaire à une analyse et une évaluation correcte.

Art. 10. Iedere belanghebbende kan bij het Milieucollege beroep instellen tegen het bevel om een activiteit gedeeltelijk of volledig stop te zetten of om een of meer inrichtingen te sluiten.

Op straffe van verval dient het beroep per verzoekschrift bij het Milieucollege te worden ingesteld binnen tien dagen na de kennisgeving van de bevestiging bedoeld in artikel 9. Het Milieucollege hoort op zijn verzoek de belanghebbende of zijn raadsman. In dat geval wordt het personeelslid dat de maatregelen heeft genomen gehoord.

Binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het verzoekschrift betekent het Milieucollege zijn beslissing. Deze termijn wordt met tien dagen verlengd wanneer de partijen een verzoek indienen om te worden gehoord.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn vastgesteld in het vorige lid wordt de beslissing waartegen beroep werd ingesteld, geacht bevestigd te zijn.

Art. 11. Het personeel stelt de misdrijven vast in een proces-verbaal dat bewijswaarde heeft tot het bewijs van het tegendeel. Binnen tien dagen na de vaststelling van het misdrijf wordt een afschrift van het proces-verbaal bezorgd aan de vermoedelijke dader of aan de eigenaar van het goed waar het feit dat het hoofdbestanddeel van het misdrijf vormt gepleegd werd of waar het zijn oorsprong gevonden heeft.

Afdeling 3. — Onderzoeks middelen

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 12. Bij het uitoefenen van hun opdrachten mogen de met het toezicht belaste personeelsleden te allen tijde lokalen, terreinen en andere plaatsen betreden, tenzij het een woning in de zin van artikel 15 van de Grondwet betreft.

Bij ernstige verontreiniging die de volksgezondheid kan schaden, mogen de voornoemde personeelsleden volgens de wettelijke vormvoorschriften woonruimten betreden.

Art. 13. Bij de uitoefening van hun opdracht mogen de met het toezicht belaste personeelsleden tot alle onderzoeken, controles en verhoren overgaan en alle inlichtingen inwinnen die ze nodig achten, met name :

1° een persoon ondervragen over alles wat nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

2° een document, stuk of bewijsstuk dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht opzoeken en er ter plaatse inzage of kennis van nemen;

3° van de opgevraagde documenten een kopie nemen of ze meenemen tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

Art. 14. De met het toezicht belaste personeelsleden mogen metingen van de verontreiniging verrichten en kosteloos monsters nemen of laten nemen door laboratoria die volgens de door de Regering gestelde voorwaarden en procedure erkend zijn.

Ze mogen van de personen tegen wie de resultaten van de metingen aangevoerd kunnen worden, de technische middelen opeisen die nodig zijn om de metingen te doen of monsters te nemen.

Art. 15. De metingen van de luchtverontreiniging en van de geluidbronnen en de monsterneming uit het oppervlaktewater, de openbare riolen, het grondwater, de bodem, de lucht en afvalstoffen of de monsterneming van bestanddelen van de fauna en de flora, worden uitgevoerd in aanwezigheid van de persoon tegen wie de resultaten van de metingen of van de analyses aangevoerd kunnen worden.

Indien deze persoon niet kan worden geïdentificeerd of indien hij onbekend of afwezig is, worden de metingen verricht in aanwezigheid van ofwel de persoon van wie de activiteit een controle rechtvaardigt, of van zijn werknemer of van de houder van de stoffen of voorwerpen die aan de monsterneming zijn onderworpen.

Indien bovengenoemde personen weigeren mee te werken, indien geen enkele van deze personen aanwezig is of indien het uitstellen van de meting of monsterneming de bewijsvoering dreigt te benadelen, worden de metingen en de monsternemingen verricht in aanwezigheid van een getuige die door het controllerende personeelslid wordt opgeroepen.

Art. 16. De metingen van de luchtverontreiniging of van de geluidshinder zowel binnen als buiten evenals de monsterneming uit het oppervlaktewater, de openbare riolen, het grondwater, de bodem, de lucht, de afvalstoffen, of de monsterneming van bestanddelen van de fauna of de flora, moeten voldoen aan de voorwaarden van representativiteit, kwaliteit en vereiste hoeveelheid om correct te worden geanalyseerd en geëvalueerd.

Sous-section 2. — Des mesures de pollution atmosphérique et de sources sonores

Art. 17. § 1^{er}. Chaque mesure de pollution atmosphérique ou des sources sonores est consignée dans un rapport de mesures comprenant les indications suivantes :

- 1° la méthode de mesure et les circonstances qui les ont entourées;
- 2° la description du matériel de mesure utilisé;
- 3° le plan des lieux avec l'indication précise des points de mesure;
- 4° la date et l'heure auxquelles les mesures ont été effectuées;
- 5° la durée des mesures;
- 6° l'identification des personnes présentes et, le cas échéant, la justification de l'absence des personnes dont la présence est requise en vertu de l'article 15;
- 7° le résultat des mesures.

Le Gouvernement peut compléter le contenu du rapport de mesures.

§ 2. Une copie du rapport de mesures est joint à la notification de l'avertissement ou du procès-verbal constatant l'infraction à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien où a été commis ou d'où provient le fait constitutif de l'infraction.

Sous-section 3. — Des prélèvements d'échantillons

Art. 18. § 1^{er}. Deux échantillons recueillis dans les mêmes conditions sont prélevés lors de chaque prélèvement. Ils sont collectés dans des récipients ou des emballages appropriés permettant une bonne conservation et une bonne analyse.

Les récipients ou les emballages sont revêtus du sceau de l'agent effectuant ou ayant fait effectuer le prélèvement ou sont marqués par tout autre moyen rendant impossible la substitution ou l'altération de leur contenu.

L'agent effectuant ou ayant fait effectuer le prélèvement invite les personnes qui y ont assisté à apposer un signe distinctif de leur choix sur les récipients ou les emballages.

§ 2. Les récipients emballages portent les mentions suivantes :

- 1° un numéro d'identification;
- 2° la date de prélèvement des échantillons;
- 3° l'identité et la signature de l'agent qui a procédé ou fait procéder au prélèvement;
- 4° la nature des substances ou des objets faisant l'objet du prélèvement.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les modalités de prélèvement et d'analyse des échantillons.

Art. 19. § 1^{er}. Chaque prélèvement d'échantillons est consigné dans un procès-verbal d'échantillonnage rédigé par l'agent effectuant ou ayant fait effectuer le prélèvement. Le procès-verbal comprend les indications suivantes :

- 1° les informations reprises sur les récipients ou les emballages dans lesquels les échantillons sont collectés;
- 2° la méthode et les circonstances de prélèvement;
- 3° la description des récipients ou des emballages dans lesquels les échantillons sont collectés;
- 4° l'identité des personnes qui ont assisté au prélèvement avec, le cas échéant, la justification de l'absence de la personne requise en vertu de l'article 15;
- 5° la mention de la faculté, pour la personne à charge de laquelle les résultats du prélèvement pourront être retenus, de demander auprès d'un autre laboratoire agréé de faire une analyse du second échantillon;

6° l'identité du laboratoire chargé de l'analyse officielle de l'échantillon;

7° les résultats des analyses réalisées sur place.

§ 2. Une copie du procès-verbal d'échantillonnage est communiquée dans les quatre jours du prélèvement à la personne à charge de laquelle les résultats des analyses pourront être retenus.

Dans le même délai, une copie du procès-verbal d'échantillonnage est communiquée au laboratoire agréé chargé de l'analyse officielle.

Onderafdeling 2. — Metingen van de luchtverontreiniging en van de geluidshinder

Art. 17. § 1. Elke meting van de luchtverontreiniging of van de geluidshinder wordt opgenomen in een meetverslag dat de volgende gegevens bevat :

- 1° de meetmethode en -omstandigheden;
- 2° de beschrijving van het gebruikte meetmateriaal;
- 3° het plan van de omgeving met nauwkeurige aanduiding van de meetpunten;
- 4° de datum en het uur waarop de metingen werden verricht;
- 5° de duur van de metingen;
- 6° de identiteit van de aanwezige personen en in voorkomend geval, de verantwoording van de afwezigheid van de personen die krachtens artikel 15 aanwezig hadden moeten zijn;
- 7° het resultaat van de metingen.

De Regering kan de inhoud van het meetverslag aanvullen.

§ 2. De dader of de eigenaar van het goed waar het feit dat het hoofdbestanddeel van het misdrijf vormt werd gepleegd of waar het zijn oorsprong vond, ontvangt samen met de kennisgeving van de waarschuwing of van het proces-verbaal waarin het misdrijf wordt vastgesteld een afschrift van het meetverslag.

Onderafdeling 3. — Monsternemingen

Art. 18. § 1. Bij elke monsterneming worden telkens twee monsters in dezelfde omstandigheden genomen. Ze worden in de geschikte recipiënten of verpakkingen bewaard om een goede bewaring en een goede analyse te kunnen garanderen.

Het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen, verzegelt de recipiënten of verpakkingen, of merkt ze op zo'n manier dat de inhoud ervan onmogelijk kan worden vervangen of gewijzigd.

Het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen, verzoekt de personen die de monsterneming bijgewoond hebben om een herkenbaar teken naar hun keuze op de recipiënten of verpakkingen aan te brengen.

§ 2. Op de recipiënten of de verpakkingen staan de volgende gegevens :

- 1° een identificatienummer;
- 2° de datum van de monsterneming;
- 3° de identiteit en de handtekening van het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen;
- 4° de aard van de substanties of voorwerpen waarvan het monster is genomen.

§ 3. De Regering kan de regels voor de monsterneming en voor de analyses ervan nader bepalen.

Art. 19. § 1. Het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen, stelt van elke monsterneming een proces-verbaal op. Het proces-verbaal bevat de volgende gegevens :

1° de gegevens die vermeld staan op de recipiënten of verpakkingen waarin de monsters bewaard worden;

2° de methode en de omstandigheden van de monsterneming;

3° de beschrijving van de recipiënten of verpakkingen waarin de monsters bewaard worden;

4° de identiteit van de personen die de monsterneming hebben bijgewoond en in voorkomend geval, de verantwoording van de afwezigheid van de personen die krachtens artikel 15 aanwezig hadden moeten zijn;

5° de vermelding dat de persoon tegen wie de resultaten van de monsterneming kunnen worden aangevoerd, het tweede monster kan laten analyseren door een ander erkend laboratorium;

6° de identiteit van het laboratorium dat belast is met de officiële analyse van het monster;

7° de resultaten van vim de analyses die ter plaatse uitgevoerd zijn.

§ 2. Binnen vier dagen na de monsterneming wordt een afschrift van het proces-verbaal bezorgd aan de persoon tegen wie de analyseresultaten kunnen worden aangevoerd.

Binnen dezelfde termijn wordt een afschrift van het proces-verbaal bezorgd aan het erkende laboratorium dat met de officiële analyse is belast.

Art. 20. L'agent effectuant ou ayant fait effectuer le prélèvement d'échantillon désigne le laboratoire agréé qui sera chargé de l'analyse officielle. Il en fait mention dans le procès-verbal d'échantillonnage.

En l'absence de cette mention, il notifie sa décision sans délai par écrit à la personne à charge de laquelle les résultats des analyses pourront être retenus.

Art. 21. § 1^{er}. Dans les vingt-quatre heures du prélèvement, un des échantillons est transmis au laboratoire chargé de l'analyse officielle. Il est conservé dans des conditions permettant une analyse correcte.

§ 2. Lorsqu'une des personnes visées à l'article 15, premier et deuxième alinéas a assisté au prélèvement, le second échantillon lui est remis immédiatement sur le lieu même du prélèvement.

A défaut, l'échantillon est conservé par le laboratoire chargé de l'analyse officielle. Il demeure pendant cinq jours après le prélèvement à la disposition des personnes à charge de laquelle les résultats des analyses pourront être retenus.

§ 3. La personne à charge de laquelle les résultats des analyses pourront être retenus, peut demander une analyse du second échantillon auprès d'un autre laboratoire agréé que celui qui est chargé de l'analyse officielle.

Dans le cas où l'échantillon lui est remis sur le lieu même du prélèvement, il est tenu de le transmettre dans les vingt-quatre heures à ce laboratoire. L'échantillon est conservé dans des conditions permettant une analyse correcte.

Dans le cas où il n'a pu directement obtenir cet échantillon, il peut dans les cinq jours suivant le prélèvement de l'échantillon, requérir du laboratoire chargé de l'analyse officielle que le second échantillon soit transmis au laboratoire qu'il charge de l'analyse.

L'analyse du second échantillon est dans tous les cas réalisée aux frais de l'intéressé.

Art. 22. § 1^{er}. Le laboratoire chargé de l'analyse officielle dresse un rapport d'analyse qu'il transmet à l'agent qui a demandé l'analyse.

Le laboratoire chargé de l'analyse portant sur le second échantillon dresse immédiatement un rapport d'analyse qu'il transmet à la personne qui en a fait la demande. Celle-ci la transmet à l'agent qui a effectué ou qui a fait effectuer le prélèvement.

§ 2. Le rapport d'analyse comporte les mentions suivantes :

- 1° l'identité de l'agent ou du particulier qui a demandé l'analyse;
- 2° la date de réception des échantillons et leurs numéros de suite;
- 3° l'indication des conditions de conservation des échantillons;
- 4° le numéro de suite de l'échantillon analysé;
- 5° l'indication de la méthode d'analyse et des conditions dans lesquelles elle a été réalisée;
- 6° la date à laquelle l'analyse a été effectuée;
- 7° l'heure du début et de la fin de l'analyse;
- 8° les résultats obtenus.

§ 3. Le Gouvernement peut compléter le contenu du rapport d'analyse.

CHAPITRE III. — *De la récidive*

Art. 23. Celui qui, dans un délai de trois ans après une condamnation pour une infraction aux lois et ordonnances visées à l'article 2, commet une nouvelle infraction sanctionnée soit par les mêmes lois ou les mêmes ordonnances, soit par d'autres lois ou ordonnances visées à l'article 2, pourra être puni d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende égale au double du maximum de ce qui est prévu pour la dernière infraction commise, sans être inférieure à 1 000 francs ou à quinze jours d'emprisonnement.

CHAPITRE IV. — Des mesures pouvant être prononcées par le juge

Art. 24. Sans préjudice des peines prévues par les lois et ordonnances visées à l'article 2, le juge peut prononcer une ou plusieurs mesures prévues dans le présent chapitre.

Art. 20. Het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen, wijst een erkend laboratorium aan dat belast is met de officiële analyse. Hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van monsterneming.

Als het personeelslid zijn beslissing niet op het procesverbaal vermeld heeft, deelt het zijn beslissing onmiddellijk schriftelijk mee aan de persoon tegen wie de analyseresultaten kunnen worden aangevoerd.

Art. 21. § 1. Binnen vierentwintig uur na de monsterneming wordt één van de monsters toegestuurd aan het laboratorium dat met de officiële analyse is belast. Het monster wordt zo bewaard dat het correct kan worden geanalyseerd.

§ 2. Indien één van de personen bedoeld in artikel 15, eerste en tweede lid, de monsterneming heeft bijgewoond, wordt het tweede monster hem onmiddellijk op de plaats van monsterneming overhandigd.

Als dat niet mogelijk is, wordt het monster bewaard door het laboratorium dat met de officiële analyse belast is. Het wordt tot vijf dagen na de monsterneming ter beschikking gehouden van de personen tegen wie de analyseresultaten kunnen worden aangevoerd.

§ 3. De persoon tegen wie de analyseresultaten kunnen worden aangevoerd, kan een analyse van het tweede monster vragen bij een ander erkend laboratorium dan het laboratorium dat met de officiële analyse belast is.

Indien het monster hem op de plaats van de monsterneming overhandigd wordt, dient hij het binnen vierentwintig uur aan dit laboratorium door te geven. Het monster wordt zo bewaard dat het correct kan worden geanalyseerd.

Indien hij het monster niet onmiddellijk op de plaats van de monsterneming heeft gekregen, kan hij binnen vijf dagen na de monsterneming het laboratorium dat met de officiële analyse belast is, verzoeken het tweede monster te bezorgen aan het laboratorium waaraan hij de analyse heeft toevertrouwd.

In ieder geval gebeurt de analyse van het tweede monster op kosten van de belanghebbende.

Art. 22. § 1. Het laboratorium dat de officiële analyse uitvoert maakt een analyseverslag op en bezorgt dat aan het personeelslid dat de analyse heeft gevraagd.

Het laboratorium dat de analyse van het tweede monster uitvoert, maakt onmiddellijk een analyseverslag op en bezorgt dat aan de persoon die de analyse gevraagd heeft. Die bezorgt het verslag aan het personeelslid dat het monster heeft genomen of heeft laten nemen.

§ 2. Het analyseverslag bevat de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van het personeelslid of van de particulier die om de analyse heeft gevraagd;
- 2° de ontvangstdatum van de monsters en hun volgnummers;
- 3° de aanduiding van de omstandigheden waarin de monsters zijn bewaard;
- 4° het volgnummer van het geanalyseerde monster;
- 5° de aanduiding van de gebruikte analysemethode en van de omstandigheden waarin de analyse werd verricht;
- 6° de datum waarop de analyse werd verricht;
- 7° het aanvangs- en einduur van de analyse;
- 8° de opgeleverde resultaten.

§ 3. De Regering kan de inhoud van het analyseverslag aanvullen.

HOOFDSTUK III. — *Recidive*

Art. 23. De persoon die binnen drie jaar na een veroordeling voor een misdrijf tegen de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2, opnieuw een misdrijf begaat tegen dezelfde wetten en ordonnanties of tegen andere wetten of ordonnanties bedoeld in artikel 2, kan met een gevangenisstraf worden gestraft, of met een geldboete die het dubbel bedraagt van de maximale boete of gevangenisstraf vastgesteld voor het laatst gepleegde misdrijf. De straf mag echter niet minder bedragen dan 1 000 frank of vijftien dagen gevangenisstraf.

HOOFDSTUK IV. — *Door de rechter opgelegde maatregelen*

Art. 24. Onverminderd de straffen vermeld in de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2, kan de rechter een of meerdere maatregelen opleggen die in dit hoofdstuk worden opgenomen.

Art. 25. Sans préjudice de l'application des articles 42 à 43bis inclus du Code pénal, la confiscation de biens meubles représentant un danger pour l'environnement ou la santé humaine peut être prononcée par un jugement constatant l'existence d'une infraction.

Art. 26. En cas de danger pour l'environnement ou la santé publique, le juge peut condamner celui qui a commis l'infraction à verser au Fonds pour la protection de l'environnement visé à l'article 2, 9° de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires une somme d'argent équivalente aux frais exposés par la commune, l'IBGE, ou la Région pour prévenir, réduire, mettre un terme ou remédier au risque de dommage ou au préjudice causé à l'environnement ou à la santé publique par l'infraction.

Art. 27. A la demande de l'institut, de l'ARP, du Gouvernement ou du bourgmestre, le juge peut ordonner dans le délai qu'il détermine soit la remise des lieux dans leur pristin état ou dans un état tel qu'il ne présente plus aucun danger ni ne constitue une nuisance pour l'environnement ou la santé humaine, soit l'exécution de travaux d'aménagement.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, l'Institut, l'ARP, le Gouvernement ou le bourgmestre pourra pouvoir d'office à son exécution.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur présentation on d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

Art. 28. En cas de condamnation pour une infraction aux lois et ordonnances visées à l'article 2, le juge peut ordonner la cessation partielle ou totale de l'activité ou la fermeture temporaire ou définitive d'une ou plusieurs installations; la cessation d'activité ou la fermeture peut être ordonnée à titre temporaire une durée maximum de deux ans même si le condamné n'est ni le propriétaire ni l'exploitant.

Il peut en outre interdire, à titre temporaire où définitif, au condamné, d'exploiter soit par lui-même, soit par personne interposée, de telles installations.

Art. 29. Si dans les dix ans qui suivent une condamnation exécutoire pour une infraction commise dans l'exercice de sa profession, le condamné commet à nouveau une infraction dans le même contexte, le juge peut lui interdire d'exercer personnellement ou par interposition de personne une activité professionnelle déterminée.

L'interdiction d'exercer l'activité professionnelle peut être imposée pour une période de un à cinq ans.

Art. 30. Le juge peut ordonner que le jugement portant condamnation soit publié aux frais du condamné, suivant les modalités qu'il détermine.

Art. 31. Le juge peut condamner aux peines prévues pour l'auteur de l'infraction par les lois et ordonnances visées à l'article 2, toute personne habilitée à donner des ordres ou des instructions à l'auteur de l'infraction :

1° qui aurait confié à l'auteur de l'infraction une mission pour laquelle celui-ci n'aurait pas eu les connaissances nécessaires pour s'en acquitter dans le respect des dispositions applicables;

2° qui n'aurait pas donné à celui-ci les moyens nécessaires pour respecter les lois et ordonnances visées à l'article 2;

3° qui aurait été au courant du fait qu'une infraction avait été commise ou risquait de l'être et aurait omis de l'empêcher ou de remédier aux effets de ce délit, bien qu'il en ait eu la possibilité.

CHAPITRE V. — *Les amendes administratives*

Art. 32. Est possible d'une amende administrative de 2 500 à 25 000 francs toute personne qui commet une des infractions suivantes :

1° au sens de l'ordonnance relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant, en tant qu'utilisateur d'installations de chauffage, de technicien ou firme qualifiée, de directeur d'une firme qualifiée, ne respecte pas les obligations suivantes édictées par le Gouvernement en application de l'article 13 :

a) ne maintient pas l'installation en bon état de fonctionnement;

b) ne fait pas procéder à un entretien annuel de l'installation, étant entendu que l'intervalle entre deux entretiens ne peut dépasser quinze mois;

c) ne garde pas pendant deux ans les attestations à la disposition des fonctionnaires de surveillance

Art. 25. Onverminderd de toepassing van de artikelen 42 tot en met 43bis van het Strafwetboek kan de rechter roerende goederen die schade kunnen berokkenen aan het leefmilieu of de volksgezondheid verbeurd verklaren in een vonnis waarin een misdrijf wordt vastgesteld.

Art. 26. De rechter kan de schuldige van een misdrijf waarbij het leefmilieu of de volksgezondheid in het gedrang komt, veroordelen om in het Fonds voor Milieubescherming zoals bedoeld bij artikel 2, 9° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen, een som te storten die gelijk is aan de kosten die de gemeente, het Instituut of het Gewest hebben gemaakt om schade of gevaar voor schade door het misdrijf aan het leefmilieu of de volksgezondheid te voorkomen, te beperken, stop te zetten of te verhelpen.

Art. 27. Op verzoek van het Instituut, het GAN, de Regering of de Burgemeester, kan de rechter bevelen dat binnen de termijn die hij zelf vaststelt of wel de plaats weer in de oorspronkelijke staat wordt gebracht of in zo'n staat dat er geen gevaar of hinder meer is voor het leefmilieu en de volksgezondheid, ofwel dat er aanpassingswerken moeten worden uitgevoerd.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter bevelen dat wanneer de plaats niet in de oorspronkelijke staat wordt gebracht of de aanpassingswerken niet binnen de vastgestelde termijn uitgevoerd worden, het Instituut, het GAN, de Regering of de burgemeester zelf ambtshalve de werken kunnen laten uitvoeren.

De veroordeelde moet alle uitvoeringskosten terugbetaLEN op voorlegging van een kostenstaat die door de beslagrechter begroot en uitvoerbaar verklaard is.

Art. 28. Bij veroordeling wegens overtreding van de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2, kan de rechter een gedeeltelijke of volledige stopzetting van de activiteit of de tijdelijke of definitieve sluiting bevelen van de inrichting of de inrichtingen; de stopzetting of de sluiting kan tijdelijk, met een maximumduur van twee jaar, worden opgelegd ook al is de veroordeelde noch eigenaar noch exploitant.

Daarenboven kan de rechter de veroordeelde voorlopig of definitief verbieden nog soortgelijke inlichtingen te exploiteren, hetzij persoonlijk, hetzij via tussenpersonen.

Art. 29. Indien de veroordeelde binnen tien jaar na een uitvoerbaar verklaarde veroordeling voor een misdrijf gepleegd bij de uitoefening van zijn beroep opnieuw een soortgelijk misdrijf pleegt, dan kan de rechter hem verbieden een bepaalde beroepsactiviteit persoonlijk of via tussenpersonen uit te oefenen.

Het vooroemde verbod kan worden opgelegd voor een periode van een tot vijf jaar.

Art. 30. De rechter kan bevelen dat het veroordelende vonnis op kosten van de veroordeelde bekendgemaakt wordt, op de wijze die hij bepaalt.

Art. 31. De rechter kan iedere persoon die ertoe gemachtigd is om de dader bevelen of instructies te geven, tot de straffen veroordelen die bepaald zijn voor degene die een misdrijf pleegt tegen de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2 indien :

1° hij aan de dader een opdracht heeft toevertrouwd waarvoor die niet de nodige kennis bezat om ze met naleving van de bepalingen die van toepassing zijn, te kunnen uitvoeren;

2° hij heeft nagelaten de dader de nodige middelen te geven om de wetten en ordonnanties bedoeld in artikel 2 na te leven;

3° hij ervan op de hoogte was dat er een misdrijf gepleegd is of gepleegd zou worden en niets heeft ondernomen om het te voorkomen of de gevolgen ervan te verhelpen, ook al was hij daartoe in staat.

HOOFDSTUK V. — *Administratieve geldboetes*

Art. 32. De persoon die een van de volgende misdrijven pleegt, is strafbaar met een administratieve geldboete van 2 500 tot 25 000 frank :

1° in de zin van de ordonnantie betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit, de gebruiker van verwarmingsinstallaties, de technicus, de gekwalificeerde firma of de directeur van een gekwalificeerde firma die de volgende verplichtingen uitgevaardigd door de Regering met toepassing van artikel 13, niet nakomt :

a) de installatie niet in goede staat van werking houdt;

b) de installatie niet jaarlijks een onderhoudsbeurt geeft, met dien verstande dat de tijdspanne tussen twee onderhoudsbeurten niet langer mag zijn dan vijftien maanden;

c) de onderhoudsattesten niet twee jaar ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaren houdt;

d) effectue un entretien ou partie d'entretien et ne délivre pas immédiatement à l'utilisateur de l'installation l'attestation dûment complétée ou ne tient pas un duplicata, pendant deux ans, à la disposition des fonctionnaires de surveillance;

e) ne fournit pas aux fonctionnaires de surveillance les renseignements qui lui sont demandés par ceux-ci ou ne leur présente pas le matériel utilisé lors des essais de contrôle du bon état de fonctionnement;

f) en tant que directeur d'une firme qualifiée, ne communique pas à l'Institut tout changement dans la liste des techniciens qualifiés qu'il emploie;

g) en tant que directeur d'une firme qualifiée, confie à d'autres techniciens qu'aux seuls techniciens qualifiés la vérification et la mise au point du brûleur pour les installations qui sont alimentées en combustible liquide ou ne veille pas à la bonne exécution de ces entretiens;

2° au sens de l'ordonnance du 29 août 1991 relative à conservation de la faune sauvage et à la chasse :

a) chasse, tue, blesse, capture, détient en captivité ou perturbe les mammifères, oiseaux, batraciens et reptiles vivant à l'état sauvage, endommage ou détruit intentionnellement leurs oeufs, leurs habitats, refuges, nids ou ramasse leurs oeufs;

b) transporte, offre en vente, cède à titre onéreux au gratuit, achète ou livre les mammifères, oiseaux, batraciens et reptiles vivant à l'état sauvage en violation de l'article 2, § 2;

3° au sens de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature :

a) pêche sans être titulaire d'un permis de pêche en violation de l'article 12;

b) pêche ou a pêche sans respecter les prescriptions prises par le Gouvernement en application de l'article 15;

c) porte, hors de son domicile des engins ou instruments prohibés en vertu de l'article 16;

d) contrevient au règlement de parc pris en vertu de l'article 34bis;

4° au sens de l'article 21 de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature, dans les réserves naturelles :

a) enlève, coupe, déracine ou mutilé des arbres ou des arbustes, détruit ou endommage le tapis végétal;

b) procède à des fouilles, sondages, terrassements, exploitations de matériaux, effectue tous travaux susceptibles de modifier le sol, l'aspect du terrain, les sources et le système hydrographique, établit des conduites aériennes ou souterraines, construit des bâtiments au des abris et place des panneaux et des affiches publicitaires;

c) allume des feux;

5° au sens de l'article 38 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature fait usage de tout pesticide :

a) dans les parcs publics et les squares;

b) à moins de six mètres des cours d'eau, étangs, marais ou toutes autres pièces d'eau;

c) sur les accotements, bermes et autres terrains du domaine public faisant partie de la voirie ou y attenant, en ce compris les autoroutes et les lignes ferroviaires;

d) dans les bois et forêts du domaine public, sur les terrains faisant ou non partie du domaine public, dont une autorité publique est propriétaire, usufruitière, emphytéote, superficiaire ou locataire et qui sont utilisés à une fin d'utilité publique ou attenant à un bâtiment utilise à une fin d'utilité publique;

e) en tout lieu public où leur utilisation est susceptible de causer des nuisances à l'environnement ou des troubles de voisinage;

6° au sens du titre XIIbis de la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier :

a) ne garde pas, à tout moment, la maîtrise de son chien;

b) laisse circuler son chien dans les cours d'eau et dans les pièces d'eau;

c) utilise du matériel sonore d'amplification électronique troubant abusivement le calme des bois et des forêts ou la faune sauvage;

d) de installatie in haar geheel of een deel ervan een onderhoudsbeurt geeft en de gebruiker ervan het correct ingevulde onderhoudsattest niet onmiddellijk bezorgt of ervan twee jaar lang niet een kopie ter beschikking houdt van de toezichthoudende ambtenaren;

e) de toezichthoudende ambtenaren niet de gevraagde inlichtingen verstrekt of hen het materieel weigert te tonen dat gebruikt werd om de goede werking van de installatie te controleren;

f) als directeur van een gekwalificeerde firma het Instituut niet op de hoogte brengt van welke wijziging ook van de lijst van beroepsbekwame technici die hij tewerk stelt;

g) als directeur van een gekwalificeerde firma aan andere dan beroepsbekwame technici opdraagt de brander van installaties gevoed met vloeibare brandstof na te zien en af te stellen of er niet op toeziet dat die onderhoudsbeurten naar behoren worden uitgevoerd;

2° in de zin van de ordonnantie van 29 augustus 1991 betreffende de bescherming van de wilde fauna en betreffende de jacht, de persoon die :

a) op de in het wild levende zoogdieren, vogels, kikvorsachtigen en reptielen jacht maakt, ze doodt, verwondt, vangt, gevangen houdt of verstoort; hun eieren, habitat, schuilplaats of nest opzettelijk beschadigt of vernietigt, of hun eieren uit de nesten rooft;

b) de in het wild levende zoogdieren, vogels, kikvorsachtigen en reptielen vervoert, te koop aanbiedt, er gratis of tegen vergoeding afstand van doet, ze koopt of levert, in overtreding van artikel 2, § 2;

3° in de zin van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de beschaming van de natuur, de persoon die :

a) zonder visverlof vist, in overtreding van artikel 12;

b) vis vangt of heeft gevangen zonder naleving van de bepalingen voorgeschreven door de Regering op grond van artikel 15;

c) buiten zijn woning vistuigen of -toestellen draagt die verboden zijn krachtens artikel 16;

d) het parkreglement opgesteld krachtens artikel 34bis overtreedt;

4° in de zin van artikel 21 van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur in de natuurreservaten, de persoon die :

a) bomen of struiken wegneemt, kapt ontwortelt of vermint, of het plantendek vernietigt of beschadigt;

b) tot opravingen, boringen, grondwerken of exploitatie van materialen overgaat, om het even welk werk uitvoert dat de aard van de grond, het uitzicht van het terrein, de bronnen en het hydrografisch net zou kunnen wijzigen, boven- of ondergrondse leidingen legt, gebouwen of schuilplaatsen optrekt en reclameborden of aanplakbiljetten aanbrengt;

c) vuur maakt;

5° in de zin van artikel 38 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de persoon die pesticides gebruikt :

a) in openbare parken en plantsoenen;

b) op minder dan zes meter afstand van waterlopen, vijvers, moerassen of alle andere wateren;

c) op wegbermen, bermen of andere terreinen van het openbaar domein die deel uitmaken van het wegennet of eraan grenzen, met inbegrip van de autosnelwegen en de spoorwegen;

d) in de bossen en wouden van het openbaar domein of op terreinen die al dan niet deel uitmaken van het openbaar domein, waarvan een openbare overheid eigenaar is, of het vruchtgebruik geniet, het in erfpacht bezit, het recht van opstal heeft of huurt en die gebruikt worden tot openbaar nut, of die dichtbij een gebouw liggen dat gebruikt wordt tot openbaar nut;

e) op elke openbare plaats waar het gebruik ervan schade aan het leefmilieu kan berokkenen of de omgeving kan verstoren;

6° in de zin van titel XIIbis van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, de persoon die :

a) zijn hond niet in toom kan houden;

b) zijn hond in waterlopen of waterpartijen laat lopen;

c) op onrechtmatige wijze door middel van apparatuur met elektronische geluidsversterker de rust in de bossen of van de in het wild levende dieren verstoort;

d) est trouvé dans les bois et forêts porteur de serpe, cognée, hache, scie, d'instruments servant au prélèvement de sol ou autre instrument de même nature;

e) fait circuler, dans les bois et forêts, un véhicule automobile, en dehors des voies ouvertes à cet effet à la circulation du public;

f) fait circuler, dans les bois et forêts, un cyclomoteur ou une motocyclette en dehors des voies ouvertes à cet effet à la circulation du public;

g) circule au moyen d'un cycle en dehors des voies ouvertes à la circulation du public

h) fait circuler, dans les bois et forêts, un animal domestique de trait de charge ou de monture, en dehors des pistes cavalières ou des voies ouvertes à cet effet;

i) ne tient pas son chien an laisse dans les zones de protection spéciale;

j) circule à pied en dehors des voies ouvertes a la circulation du public situé dans les zones de protection spéciale;

7° au sens de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, abandonne un déchet non dangereux dans un lieu public ou privé en dehors des emplacements autorisés à cet effet par l'autorité administrative compétente ou sans respecter les dispositions réglementaires relatives à l'élimination des déchets, en violation de l'article 8;

8° au sens de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain :

a) cause des bruits ou tapages sur la voie publique de nature à troubler la tranquillité ou la santé des habitants sans nécessité ou par défaut de prévoyance ou de précaution;

b) cause des bruits ou tapages de nature à troubler la tranquillité ou la santé des habitants entre 22 heures et 7 heures;

c) fait preuve d'un comportement anormalement bruyant ou n'aura pas mis obstacle à un comportement de même nature des personnes ou animaux placés sous sa responsabilité.

Art. 33. Est possible d'une amende administrative de 25 000 à 2 500 000 francs toute personne qui commet une des infractions suivantes :

1° au sens de l'ordonnance relative a l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant et de ses arrêtés d'exécution, en tant qu'utilisateur d'installations de chauffage, de technicien ou firme qualifiée, de directeur d'une firme qualifiée n'utilise pas que du combustible pour lequel l'installation est conçue ou réglée.

2° au sens des articles 2, 3 et 5 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface procède à un déversement d'eaux usées ou à des rejets d'objets ou de matières dans les eaux de surface sans avoir obtenu l'autobstation requise ou qui ne respecte pas les conditions de l'autorisation;

3° au sens de l'article 2 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines accomplit des actes sans avoir obtenu l'autorisation requise ou qui ne respecte pas les conditions de l'autorisation;

4° au sens de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets :

a) a abandonné un déchet dangereux dans un lieu public ou privé en dehors des emplacements autorisés à cet effet par l'autorité administrative compétence ou sans respecter les dispositions réglementaires relatives à l'élimination des déchets, en violation de l'article 8;

b) à un titre quelconque, produit, collecte, transporte, élimine, achète, vend ou détient des déchets sans la déclaration, l'enregistrement, l'agrément ou l'autorisation requise en application de l'article 13, 4°;

c) produit des déchets dangereux non ménagers sans en faire la déclaration à l'Institut en violation de l'article 15, § 1^{er};

d) réceptionne les déchets dangereux non ménagers sans délivrer le récépissé requis en violation de l'article 15, § 2;

e) en violation de l'arrêté du Gouvernement du 30 janvier 1997 relatif au registre des déchets, ne détient pas le registre requis par l'article 16, § 1^{er} et § 2;

f) étant tenue de fournir des renseignements en vertu de l'article 20 ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées;

d) in de bossen wordt aangetroffen met een hakmes, een aks, een bijl, een zaag, een toestel voor het nemen van grondmonsters of ander soortgelijk gereedschap;

e) in de bossen met een auto buiten de voor het publiek hiertoe toegankelijke wegen rijdt;

f) in de bossen met een bromfiets of een motorfiets buiten de voor het publiek hiertoe toegankelijke wegen rijdt;

g) met een fiets buiten de voor het publiek hiertoe toegankelijke wegen rijdt;

h) in de bossen een trekdier, een lastdier of rijdier laat lopen buiten de ruiterpaden of de hiertoe bestemde wegen;

i) in de gebieden met bijzondere bescherming zijn hond niet aan de lijn houdt;

j) zich te voet begeeft buiten de voor het publiek toegankelijke wegen in de gebieden met bijzondere bescherming;

7° in de zin van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, de persoon die ongevaarlijke afvalstoffen achterlaat op openbare of privé-plaatsen buiten de plaatsen die hiertoe door de bevoegde administratieve overheid aangewezen zijn of zonder de reglementaire bepalingen betreffende de verwijdering van afvalstoffen na te leven, in overtreding van artikel 8;

8° in de zin van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving de persoon die :

a) op de openbare weg lawaai maakt of herrie schopt wat onnodig of bij gebrek aan voorzorgsmaatregelen de rust of de gezondheid van de inwoners kan verstoren;

b) tussen 22 uur en 7 uur op de openbare weg lawaai maakt of herrie schopt waardoor de rust of de gezondheid van de inwoners kunnen worden verstoord;

c) blijk geeft van een abnormaal luidruchtig gedrag of niet ingaat tegen een gelijkaardig gedrag van de personen of dieren die onder zijn verantwoordelijkheid zijn geplaatst.

Art. 33. De persoon die een van de volgende misdrijven pleegt, is strafbaar met een administratieve geldboete van 25 000 tot 2 500 000 frank :

1° in de zin van de ordonnantie betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit en de uitvoeringsbesluiten ervan, de persoon die als gebruiker van verwarmingsinstallaties, als technicus of als directeur van een gekwalificeerde firma, of de gekwalificeerde firma die niet enkel brandstof gebruikt waarvoor de installatie ontworpen of afgesteld is.

2° in de zin van de artikelen 2, 3, en 5 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, de persoon die afvalwater loost, voorwerpen of stoffen in het oppervlaktewater werpt zonder de vereiste vergunning of zonder zich aan de vergunningssvooraarden te houden;

3° in de zin van artikel 2 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de persoon die handelingen stelt zonder de daarvoor vereiste vergunning te hebben verkregen of zonder zich aan de vergunningsvooraarden te houden;

4° in de zin van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, de persoon die :

a) gevaarlijk afval heeft achtergelaten op een openbare of prive-plaats buiten de plaatsen die hiertoe door de bevoegde administratieve overheden zijn aangewezen of zonder de reglementen betreffende de verwijdering van afval na te leven, in overtreding van artikel 8 ;

b) om welke reden ook afvalstoffen produceert, ophaalt, vervoerd verwijdert, koopt, verkoopt of bezit zonder de melding, registratie, erkenning of vergunning die daarvoor vereist is op grond van artikel 13, 4°;

c) gevaarlijk niet-huishoudelijk afval produceert zonder dat aan het Instituut te melden, in overtreding van artikel 15, § 1;

d) gevaarlijk niet-huishoudelijk afval in ontvangst neemt zonder het onvastbewijs af te geven dat daarvoor vereist is, in overtreding van artikel 15, § 2;

e) in strijd met het Regeringsbesluit van 30 januari 1997 betreffende het afvalregister niet het register bezit dat vereist is op grond van artikel 16, § 1 en § 2;

f) krachtens artikel 20 inlichtingen dient te verstrekken en die opgelegde verplichtingen niet nakomt;

5° au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement :

a) exploite une installation en violation du prescrit de l'article 7, § 1^{er}, 1° à 6° ou poursuit une activité en violation de l'article 70;

b) transforme ou étend une installation sans procéder à la notification préalable prévue par l'article 7, § 2, alinéa 2;

c) remet en exploitation une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage par une cause résultant d'une exploitation sans procéder à la notification préalable prévue par l'article 7, § 2, alinéa 2;

d) contrevient aux conditions d'octroi du permis d'environnement ou de l'agrément;

e) exploite une installation classée sans avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile lorsque la souscription à une telle police est prescrite en application des articles 56, 1° et 68, 1°;

f) exploite une installation classée sans respecter les conditions relatives aux mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident édictées en application des articles 56, 3° et 68, 3°;

g) exploite une installation classée sans respecter les conditions relatives aux itinéraires à respecter par le charroi des véhicules arrivant à l'installation ou quittant celle-ci édictées en application des articles 56, 4° et 68, 4°;

h) exploite une installation classée en ne respectant pas les conditions d'horaire concernant le fonctionnement de l'installation édictées en application des articles 56, 6° et 68, 6°;

i) étant titulaire d'un permis d'environnement, omet de porter à la connaissance de l'autorité compétente au moins quinze jours à l'avance la date fixée pour la mise en œuvre du permis conformément aux prescrits de l'article 63, § 1^{er}, 2°;

j) étant titulaire d'un permis d'environnement, omet de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident conformément aux prescrits de l'article 63, § 1^{er}, 40;

k) étant titulaire d'un permis d'environnement, omet de déclarer immédiatement à l'autorité compétente en première instance, tout changement au titulaire du permis ainsi que toute cessation d'activité conformément aux prescrits de l'article 63, § 1^{er}, 6°;

l) étant titulaire d'un permis d'environnement, omet d'établir le rapport relatif au respect des dispositions impératives applicables et des conditions du permis d'environnement conformément aux prescrits de l'article 63, § 1^{er}, 7°;

6° au sens de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier :

a) ne respecte pas les clauses particulières du cahier des charges de la vente des coupes de bois au sens des articles 58 et 61;

b) effectue un défrichement en infraction de l'article 103;

c) effectue une extraction, enlèvement de pierre, de sable, de minerai, terre ou gazon, mousse, tourbe, bruyères, genêts, herbages, feuilles vertes, ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts, glands, faines et autres fruits et semences des bois et forêts sans le consentement nécessaire en application de l'article 107;

d) coupe ou enlève ou façonne des arbres ayant 2 décimètres de tour et au-dessus comme mentionné aux articles 154 et 155;

e) écorce, mutilé, éhouppé des arbres ou coupe les principales branches d'arbres en infraction à l'article 159;

f) enlève des chablis et bois de délit en infraction à l'article 160;

g) accomplit des actes sans le permis ou l'autorisation requise en application du Code forestier;

h) organise, dans les bois et forêts, le passage de véhicules participant à une course, à un rallye en dehors des voies ouvertes à cet effet à la circulation du public;

7° au sens de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain :

a) cause, sur la voie publique ou dans un lieu public, des bruits soumis à autorisation préalable sans disposer de cette autorisation ou sans respecter les conditions qui y sont mises;

b) étant propriétaire, détenteur ou utilisateur d'une source sonore, crée directement ou indirectement, ou laisse perdurer une gêne sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement;

5° in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen de persoon die :

a) een inrichting uitbaat in strijd met het voorschrift van artikel 7, § 1, punt 1° tot en met 6°, of een activiteit uitoefent in strijd met artikel 70;

b) een inrichting ombouwt of uitbreidt zonder voorafgaande kennisgeving zoals bepaald in artikel 7, § 2, tweede lid;

c) een inrichting die werd vernield of die tijdelijk wegens uitbatingsredenen buiten gebruik werd gesteld, heropstart zonder voorafgaande kennisgeving zoals bepaald in artikel 7, § 2, tweede lid.;

d) de toekenningsvoorraarden voor een milieuvergunning of de erkenningsvoorraarden overtreedt;

e) een ingedeelde inrichting uitbaat zonder een verzekeringspolis te hebben gesloten die zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekt, terwijl een dergelijke polis voorgeschreven wordt in de artikelen 56, 1° en 68, 1°;

f) een ingedeelde inrichting uitbaat zonder zich aan de voorwaarden voor de maatregelen te houden die op grond van de artikelen 56, 3°, en 68, 3°, moeten worden getroffen wanneer er zich een ongeval of incident voordoet;

g) een ingedeelde inrichting uitbaat zonder zich aan de voorwaarden te houden voor de door het vrachtvervoer te volgen wegen van of naar de inrichting, gesteld op grond van de artikelen 56, 4°, en 68, 4°;

h) een ingedeelde inrichting uitbaat zonder zich aan de voorwaarden te houden voor de tijdstippen waarop de inrichting in werking mag zijn op grond van de artikelen 56, 6° en 68, 6°;

i) als uitbater in het bezit van een milieuvergunning nalaat minstens vijftien dagen op voorhand de bevoegde overheid kennis te geven van de datum waarop de vergunning van kracht wordt, zoals voorgeschreven door artikel 63, § 1, 2°;

j) als uitbater in het bezit van een milieuvergunning nalaat de bevoegde overheid onmiddellijk op de hoogte te brengen van een ongeval of incident, zoals voorgeschreven in artikel 63, § 1, 4°;

k) als uitbater in het bezit van een milieuvergunning, nalaat onmiddellijk de in eerste instantie bevoegde overheid in te lichten over elke verandering van vergunninghouder of van een stopzetting van de activiteiten, zoals voorgeschreven door artikel 63, § 1, 6°;

l) als uitbater in het bezit van een milieuvergunning, nalaat het verslag op te stellen betreffende de naleving van de dwingende bepalingen die van toepassing zijn en van de voorwaarden van de milieuvergunning, zoals voorgeschreven in artikel 63, § 1, 7°;

6° in de zin van de Wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, de persoon die :

a) zich niet aan de bijzondere veilingvoorraarden houdt van het bestek over de verkoop van gehakt hout in de zin van de artikelen 58 en 61;

b) een terrein rooit met overtreding van artikel 103;

c) steen, zand, erts, aarde of graszoden, turf, heide, brem, gras, groene of dorre bladeren, op de bodem van de bossen aanwezige meststoffen, eikels, beukennooten en andere bosvruchten of -zaden uitgraft of weghaalt zonder de toestemming vereist op grond van artikel 107;

d) bomen van twee decimeter omtrek of meer kapt of weghaalt zoals vermeld in de artikelen 154 en 155;

e) een boom ontschorst of verminkt of de hoofdtakken ervan afsnijdt in overtreding van artikel 159;

f) omgevallen bomen (windworp) of onwettig gehakt hout (delict-hout) weghaalt in overtreding van artikel 160;

g) handelingen stelt zonder de vergunning of toestemming daarvoor vereist op grond van het Boswetboek;

h) in de bossen, bij een wedstrijd of een rally, een doortocht van voertuigen buiten de voor het publiek hiertoe toegankelijke weg en organiseert;

7° in de zin van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving, de persoon die :

a) op de openbare weg of een openbare plaats geluiden veroorzaakt die zijn onderworpen aan een voorafgaandijke toelating zonder over deze toelating te beschikken of zonder de voorwaarden die hierin worden gesteld, na te leven;

b) als eigenaar, houder of gebruiker van een geluidsbron rechtstreeks of onrechtstreeks geluidshinder veroorzaakt of laat voorduren die de door de Regering gestelde normen overschrijdt;

c) s'oppose aux visites, essais ou mesures ordonnées par les fonctionnaires et agents compétents.

Art. 34. La personne qui assure la gestion journalière d'une entreprise est redevable des amendes administratives qui seraient imposées pour des infractions commises par un préposé ou un mandataire lorsqu'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour éviter les infractions ou pour réduire les dangers, nuisances ou inconvénients ou pour y remédier.

Art. 35. Les infractions énumérées aux articles 32 et 33 font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère ou, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement de celui-ci, par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Elle est versée au Fonds pour la protection de l'environnement visé à l'article 2, 9° de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires.

Art. 36. Tout procès-verbal constatant notamment une infraction visée à l'article 32 ou 33 est transmis dans les dix jours de la constatation de l'infraction en un exemplaire au fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère selon le cas ainsi qu'au procureur du Roi.

Art. 37. Le procureur du Roi notifie au fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère selon le cas, dans les six mois de la date d'envoi du procès-verbal sa décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 32 ou 33.

La décision du procureur du Roi de poursuivre le contrevenant exclut l'application d'une amende administrative.

La décision du procureur du Roi de ne pas poursuivre le contrevenant ou l'absence de décision dans le délai imparti en vertu de l'alinéa 1^{er} permet l'application d'une amende administrative.

Art. 38. Le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère décide, après avoir mis la personne passible de l'amende administrative en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision d'infliger une amende administrative fixe le montant de celle-ci et invite le contrevenant à acquitter l'amende dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision par versement au compte de l'Institut mentionné dans la formule qui y est jointe.

La décision d'infliger une amende administrative ou, le cas échéant, la décision de ne pas infliger une amende administrative est notifiée dans les dix jours par lettre recommandée à la poste :

- 1° à la personne passible de l'amende administrative;
- 2° au procureur du Roi.

Art. 39. Le paiement de l'amende administrative éteint l'action publique.

Art. 40. En cas de non paiement de l'amende, une contrainte est décernée par le receveur du service taxe et recettes de l'Administration des finances et du budget du Ministère.

La contrainte est visée et rendue exécutoire par le directeur général de l'Administration des finances et du budget du Ministère.

Elle est notifiée par envoi recommandé à la poste.

Art. 41. En cas de concours de plusieurs infractions visées aux articles 32 ou 33, les montants des amendes administratives sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder la somme de 5 000 000 de francs.

Art. 42. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, les montants prévus aux articles 32 et 33 sont doublés.

CHAPITRE VI. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 43. Les dispositions suivantes sont abrogées dans la Région de Bruxelles-Capitale :

1° le Titre XI de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier;

2° la loi du 28 février 1882 sur la chasse, sauf son article 10;

c) zich tegen bezoeken, proeven of maatregelen verzet die door de bevoegde personeelsleden worden bevolen.

Art. 34. De verantwoordelijke voor het dagelijks beheer van een onderneming moet de administratieve geldboetes betalen voor misdrijven door een aangestelde of een gevormd gemachtigde wanneer die laatste niet alle nodige voorzorgen genomen heeft om misdrijven te voorkomen of om elke vorm van gevaar, hinder of ongemak te verminderen of te verhelpen.

Art. 35. De misdrijven opgesomd in de artikelen 32 en 33 kunnen strafrechtelijk worden vervolgd of met administratieve geldboetes worden bestraft.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of, in geval van diens afwezigheid, verlof of verhindering, door de adjunctleidend ambtenaar.

De geldboete wordt gestort in het Fonds voor de bescherming van het leefmilieu zoals bedoeld bij artikel 2, 9° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van de begrotingsfondsen.

Art. 36. Een exemplaar van elk proces-verbaal van een in artikel 32 of 33 bedoeld misdrijf wordt binnen tien dagen na de vaststelling van het misdrijf bezorgd aan de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, naargelang van het geval, en aan de Procureur des Konings.

Art. 37. Binnen zes maanden na de verzendingsdatum van het proces-verbaal brengt de Procureur des Konings de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, naargelang van het geval, op de hoogte van zijn beslissing om de vermoedelijke dader van een in de artikelen 32 of 33 bedoeld misdrijf al dan niet te vervolgen.

Als de Procureur des Konings beslist de dader te vervolgen, kan geen administratieve geldboete worden opgelegd.

Als de Procureur des Konings beslist de dader niet te vervolgen, of als een beslissing uitblijft binnen de krachtens het eerste lid gestelde termijn, kan een administratieve geldboete worden opgelegd.

Art. 38. Nadat de persoon die met een administratieve geldboete strafbaar is, zich heeft kunnen verdedigen, beslist de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of voor het misdrijf een administratieve geldboete dient te worden opgelegd.

In de beslissing wordt het bedrag van de administratieve geldboete vastgelegd en wordt de dader aangemaand om de geldboete binnen dertig dagen na de betrekking van de beslissing te storten op het rekeningnummer van het Instituut dat vermeld staat op het formulier dat bij de beslissing gevoegd is.

De beslissing om een administratieve geldboete op te leggen of, in voorkomend geval, de beslissing om geen administratieve geldboete op te leggen, wordt binnen tien dagen bij een ter post aangetekende brief betekend aan :

- 1° de persoon die met een administratieve geldboete strafbaar is;
- 2° de procureur des Konings.

Art. 39. De strafvordering vervalt met de betaling van de administratieve geldboete.

Art. 40. Als de geldboete niet wordt betaald, vaardigt de ontvanger der ontvangsten en belastingen van het bestuur voor financiën en begroting van het Ministerie een dwangbevel uit.

De directeur-generaal van het bestuur voor financiën en begroting van het Ministerie viseert het dwangbevel en verklaart het uitvoerbaar.

Het wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

Art. 41. Ingeval van samenloop van meerdere misdrijven zoals bedoeld in de artikelen 32 of 33, worden de bedragen van de administratieve geldboetes samengevoegd; het gehele bedrag mag evenwel niet meer dan 5 000 000 frank bedragen.

Art. 42. Indien binnen drie jaar na de datum van het proces-verbaal een nieuw misdrijf wordt vastgesteld, worden de bedragen vastgesteld in de artikelen 32 en 33, verdubbeld.

HOODSTUK VI. — Ophettings- en slotbepalingen

Art. 43. De volgende bepalingen worden opgeheven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1° Titel XI van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek;

2° de jachtwet van 28 februari 1882, behalve artikel 10;

3° l'article 11 de la loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers;

4° les articles 6 à 9 de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

5° les articles 7 à 10 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;

6° les articles 36 à 40 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

7° les articles 46 et 47 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature pour l'application de l'article 5, alinéa 1^{er};

8° les articles 21, 27 et 28 de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

9° l'article 5, premier et deuxième alinéas, de l'ordonnance du 29 août 1991 relative à la conservation de la faune sauvage et à la chasse;

10° les articles 39 et 40 de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature;

11° les articles 88 à 95 et 97 à 99 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

12° les articles 15 à 19 de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain.

Art. 44. Le Gouvernement peut, en application de l'article 104 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, intégrer les dispositions de la présente ordonnance au Code bruxellois de l'environnement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propriété publique,

D. GOSUIN

Note

Documents du Conseil :

Session ordinaire 1998-1999.

A-312/1. Projet d'ordonnance.

A-312/2. Rapport.

A-312/3. Amendement après rapport.

A-312/4. Rapport complémentaire.

A-312/5. Amendement après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séances des 26 février 1999 et 12 mars 1999. — Adoption. Séance du 12 mars 1999.

3° artikel 11 van de wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren toebehorende bossen en woudén;

4° de artikelen 6 tot 9 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

5° de artikelen 7 tot 10 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren;

6° de artikelen 36 tot 40 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen de verontreiniging;

7° de artikelen 46 en 47 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, voor de toepassing van artikel 5, eerste lid;

8° de artikelen 21, 27 en 28 van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

9° artikel 5, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 betreffende de bescherming van de wilde fauna en betreffende de jacht;

10° de artikelen 39 en 40 van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur;

11° de artikelen van 88 tot 95 en van 97 tot 99 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

12° de artikelen van 15 tot 19 van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving.

Art. 44. Met toepassing van artikel 104 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen kan de Regering de bepalingen van deze ordonnantie in het Brussels Milieuwetboek invoegen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 maart 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

Nota

Documenten van de Raad :

Gewone zitting 1998-1999.

A-312/1. Ontwerp van ordonnantie.

A-312/2. Verslag.

A-312/3. Amendement na verslag.

A-312/4. Aanvullend verslag.

A-312/5. Amendement na verslag.

Volledig verslag. — Besprekking. Vergaderingen van 26 februari 1999 en 12 maart 1999. Aanneming. Vergadering van 12 maart 1999.